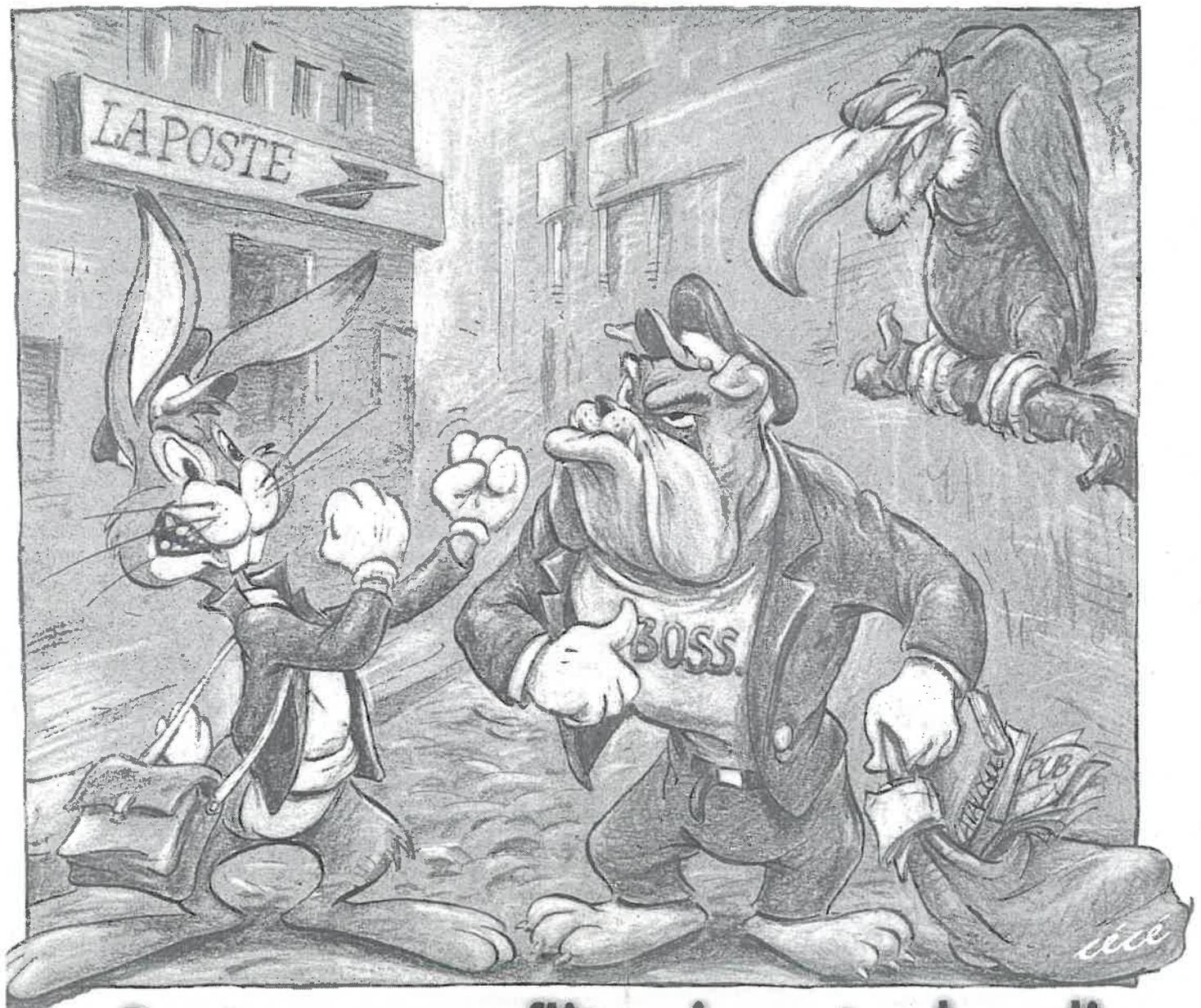


Le COMBAT SYNDICALISTE

Trimestriel de la Confédération Nationale du Travail
Publication de l'Association Internationale des Travailleurs

La Lettre du C.D.E.S. - ISSN 1240-0009 CPPAP 72171 - Numéro 62 Mai-Juin 2000 - 10 francs



La Poste : un conflit qui peut rebondir.

Municipaux de Blagnac : tous en grève le 4 mai.
Totalitarisme. Gardarem lou Segala...

La Lettre du C.D.E.S.,
bulletin du réseau
Le Combat Syndicaliste,
est le bimestriel de l'union régionale
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

Pour contacter le journal:

Le Combat Syndicaliste,
CNT-AIT
7, rue St-Rémésy
31000 Toulouse
Tél-Fax : 05 61 52 86 48

Abonnement un an :
Tarif normal : 50frs
Abonnement de soutien : 100frs ou plus
libellez vos chèques à :
CDES, CCP 3 087 21 H Toulouse

Pour contacter le secrétariat régional :

CNT-AIT, B.P. 158
82001 Montauban cedex

Autres adresses :

Secrétariat de l'Association Internationale
des Travailleurs :
AIT, apartado 4141, 18080 Grenade,
Espagne.
Fax : (958) 28 89 92

Bureau confédéral de la Confédération
Nationale du Travail :
CNT, B.P. 511,
64010 Pau Université

Réseau Le Combat Syndicaliste
Rédaction nationale
CNT-AIT c/o CESL 25014
Besançon cedex

"La Lettre du C.D.E.S."
ISSN 1240-0009 CPPAP 72171
Directeur J. Pastor
IMPSPE CNTAIT

Le C.S. est rédigé, réalisé et imprimé à
titre militant par des adhérents
de la CNT, chômeurs ou salariés,
après leur journée de travail.

Sur les ondes, chaque jour, ça se dit en fin de journal, un peu comme la météo : "Aujourd'hui les postiers sont en grève à Nice et à Évreux, contre l'accord pour les 35 heures, de même qu'à Lyon et à Corbeil. À Argenteuil et Mérignac, chez Dassault, débrayage pour l'octroi d'une prime de 1500 F, tandis qu'à Saint-Gacien-sur-Creuse les parents d'élèves réclament l'ouverture d'une classe supplémentaire". Ils nous annoncent cela comme des orages, des mini-tornades localisées. La météo sociale et communale, quoi ! Ce qu'omet de dire Monsieur Paoli et la triste équipe du journal de France Inter, c'est que les luttes dans les bureaux de poste sont surtout des combats de la solidarité, réclamant la création d'emplois et l'arrêt de la dérive marchande de la poste. Malgré l'acharnement des centrales syndicales à isoler ces luttes les unes des autres et à les étouffer, les postiers se battent sans se tromper d'adversaire. Comme les employés de la mairie de Blagnac, qui luttent pour la titularisation des précaires et l'égalité des primes.

Mais une lutte, ça peut faire aussi LE titre du journal, lorsque c'est une grève de bus ou de métro pour réclamer de la sécurité. Un bris de vitre, une insulte (les chauffeurs de bus sont réputés pour leur politesse, c'est connu), une menace, une gifle, et hop c'est le jour de grève assuré avec tract ignoble pointant du doigt "l'ennemi" (le gosse de banlieue) et réclamant plus de sécurité, plus de flics. Autonomes, Cégette, Sud, pas de complexe, on hurle à la violence, on geint à l'insécurité. Quelle insécurité ? L'insécurité du logement, d'un revenu, des soins ? Non ! L'insécurité des "chauffeurs" de bus. Ces grèves là, ces tracts là, sont de la pire engeance. C'est de la graine de police, de ghetto, de haine. C'est cela qu'ils veulent ? Ils sont quoi ? Chauffeurs ? Contrôleurs ? Caissiers ? Trieurs de client ? Agents de sécurité ? Pourquoi leurs tracts ne réclament-ils pas la gratuité des transports pour tous, la multiplication des lignes de bus, l'allègement des horaires, la création massive d'emplois pour conduire ces bus et non plus les fliquer ?

Les luttes des postiers, celle des municipaux de Blagnac, les mobilisations contre l'enfouissement des déchets nucléaires, ce sont des luttes pour le droit de vivre décemment, humainement. Ce sont des luttes contre le rouleau compresseur des capitalistes et des politiciens de la social-démocratie. Ce sont des luttes contre la société de la marchandise et du pognon à tout prix. Ce sont des luttes contre le pourrissement du monde et son égoïsme. Celles des chauffeurs et des profs dans certains quartiers (voir C.S. Mars-Avril) qui réclament des matons supplémentaires dans chaque bus, dans chaque lycée, ne sont pas des luttes de notre classe, ça non !

Hasard de l'actualité médiatique peut-être, ces jours-ci, les chauffeurs de bus n'ont pas la cote auprès des médias. Un flic les a grillés sur le poteau. Encore un ! Il vient d'abattre d'une balle dans la nuque Ryad, 25 ans, dans un quartier "sensible" de Lille. Comme pour Habib au Mirail en 99, comme à Lyon, Vénissieux ou ailleurs, quelques voitures et poubelles flambent, les flics en meute font leurs razzias de "casseurs" et les petits juges balancent les mois de tôle et les relaxes selon la technique de la carotte et du bâton. Les chauffeurs de la région Lilloise et les profs affolés doivent être "sécurisés" maintenant ! Surtout, je ne leur souhaite pas de perdre leur emploi, à tous ces braves gens. Avec le chômage, l'insécurité grandit : on n'est plus sûr de rien, ni de pouvoir nourrir et habiller ses gosses, ni de pouvoir payer le loyer ou repousser le recouvreur de créance. On n'a plus du tout de quoi payer la bagnole, ni des vacances aux mômes. On devient vite suspect, contrôlable. On peut bouger, faire un geste "mal interprété", se jeter par la fenêtre et crever au pied d'un immeuble ou dans un commissariat.

Comme chaque année, la CNT-AIT ne sera pas dans le défilé Kermesse du 1^{er} Mai organisé sur les grands boulevards par les "grandes" confédérations syndicales, celles là même qui soutiennent les matons des bus, et torpillent les luttes des postiers. Nous serons au Mirail. On ne se trompe pas de lutte, ni de camarades de combat.

A.M.

N'OUBLIEZ PAS DE VOUS ABONNER

De l'écriture des articles au maquettage en passant par la frappe, et depuis quelques mois par une part de l'impression, notre journal est réalisé par des militants de la CNT-AIT après leur journée de travail tout à fait bénévolement. Cependant publier un journal même dans ces conditions revient relativement cher : papier, encre, frais annexes et surtout frais de poste... Notre journal ne reçoit aucune subvention ni des pouvoirs publics ni de sponsors privés. Nous n'en voulons pas, car c'est le gage de notre totale liberté. Notre journal ne vit donc que de sa vente, des dons des militants et sympathisants, et, bien sûr, des abonnements.

"Le Combat Syndicaliste - La Lettre du CDES" est un lien entre tous les anarcho-syndicalistes, et, plus largement, entre tous ceux qui aspirent à changer la société dans un sens libertaire. C'est un lieu de discussion pour approfondir nos idées. C'est un instrument de lutte sociale et de diffusion de nos idées et de nos pratiques vers ceux qui ne les connaissent pas encore.

Pour que "Le Combat Syndicaliste - La Lettre du CDES" vive et se développe, pour qu'il continue de toucher de nouveaux sympathisants, il est nécessaire que ceux qui l'apprécient s'abonnent. Alors, n'hésitez pas à vous abonner ou à vous réabonner (abonnement ordinaire : 50 francs ; abonnement de soutien : 100 francs ou plus) en retournant le formulaire ci-dessous à :

CDES, 7 RUE ST REMESY 31000 TOULOUSE,

Accompagné d'un chèque à l'ordre du CCP :

CDES, 3 087 21 H Toulouse.

Si vous êtes complètement fauché, pour une raison ou pour une autre (RMI...), vous pouvez recevoir notre journal gratuitement sur simple demande de votre part. Si vous connaissez des personnes qui peuvent être intéressées par notre journal, merci de nous indiquer leur adresse au verso.

JE M'ABONNE A "LE COMBAT SYNDICALISTE - LA LETTRE DU CDES"
CDES, 7 RUE ST REMESY, 31000 TOULOUSE

NOM :

PRENOM

ADRESSE (avec code postal) :

- Et je verse : 50 F
100 F (abonnement de soutien) ou plus.
au CCP : CDES, 3 087 21 H TOULOUSE
- pour des raisons économiques,
je souhaite recevoir le journal gratuitement pour un an.

Titulaires et précaires : même travail, même salaire, mêmes primes.

Ce 13 avril, les employés municipaux de Blagnac étaient en grève. Le 4 mai, ils remettent ça. Leurs motifs ? La solidarité et l'égalité. C'est ce qu'expliquent ici des militants de la section CNT-AIT, interrogés par "Le Combat Syndicaliste".

Le Combat Syndicaliste : Une grève à Blagnac, ce n'est pas si commun... Bernard & Gilberte : Effectivement, si l'on excepte la participation à quelques journées nationales d'action contre le plan Juppé en 95, c'est bien la première fois dans l'histoire de la mairie de Blagnac que des employés municipaux se mettent en grève ! Mais ce n'est sûrement pas la dernière, puisqu'un nouveau préavis est d'ores et déjà déposé pour le 4 mai. Ce mouvement inhabituel exprime bien le niveau de "ras-le-bol" qui couve chez les personnels depuis longtemps et qui vient de franchir une nouvelle étape.

C.S. : Quels sont les motifs du mouvement ?

B&G : En deux mots, on peut résumer cette grève en disant qu'il s'agit d'une grève solidaire et égalitaire. Le premier motif est en effet la solidarité avec les personnels précaires de la mairie, qui, malgré plus d'un an de mobilisation, ne voient toujours pas venir l'ombre d'une titularisation ; le deuxième motif est une revendication d'égalité entre tous les employés en ce qui concerne les primes. En pratique, nous demandons tout d'abord la création d'au moins douze postes d'agents d'animation titulaires pour les CLAE (centre de loisirs pour les enfants des écoles). Le dossier technique publié voici quelques mois par la CMB, la CNT-AIT et SUD a prouvé

la nécessité de ces emplois. De plus, sur le plan réglementaire, une "filière animation" a été créée il y a trois ans dans la fonction publique territoriale et donc, contrairement à ce qui était le cas auparavant, rien ne s'oppose sur le plan réglementaire à la création de ces emplois. La deuxième revendication concerne le régime indemnitaire des agents (qui découle de dispositions statutaires) et de la prime annuelle (qui est à la discrétion du Maire). Nous voulons une égalité totale. C'est possible, car, s'il s'agit de dispositions statutaires, elles peuvent néanmoins être combinées entre elles de manière à offrir une fourchette allant de 0 à 5 000 francs par mois. Leur mise en place actuelle étend cette plage pour les plus hauts cadres jusqu'à 10 000 francs mensuels (!) en empruntant sur le dos des petits. En tant que militants de la CNT-AIT, notre objectif final c'est que le total de la prime annuelle et de l'indemnité statutaire corresponde à la même somme pour tout le monde. Cette revendication commence à être avancée ailleurs dans la fonction publique territoriale. Nos collègues d'Avignon par exemple se battent aussi pour l'égalité. Actuellement, l'accord des personnels en lutte sur Blagnac ne va pas aussi loin que nous le souhaiterions. Cependant, les revendications avancées par les grévistes vont dans le sens d'un accroissement de l'égalité, puisque l'Assemblée Générale revendique, dans l'attente de groupes de travail, l'affirmation de propositions en vue de négociations

réelles sur les primes :

- mensuelles : non discrimination et unicité,
- annuelles : à hauteur d'un treizième mois égal pour tous.

C.S. : Quelle a été l'ampleur de la grève du 13 ?

B&G : Près de 200 employés municipaux ont fait grève. Le mouvement a surtout concerné les employés des services extérieurs, ceux des cantines



scolaires, des crèches, d'Odysud, du CCAS, les animateurs, les agents des services techniques et des espaces verts, les personnels d'entretien, les aides ménagères... Une dizaine de services ont dû être fermés au public du fait de la grève. C'est le résultat d'une large diffusion de l'appel à la grève dans des services qui, habituellement, n'ont jamais l'information. Par contre, on n'a pas vu de "cadres A" (les cadres supérieurs) et très peu de personnels de l'hôtel de ville.

C.S. : Comment se sont préparées les choses ?

B&G : Le 23 mars, au cours de ce

que nous appelons un "Conseil d'Employés," c'est-à-dire une Assemblée Générale, ouverte à tous les salariés, qui se réunit régulièrement tout au long de l'année, nous avons largement débattu des deux thèmes : lutte contre la précarité et lutte contre les primes discriminatoires. Un élan de solidarité avec les vacataires s'est dégagé, et, à l'unani-

mouvement ou de le faire dévier des objectifs initiaux en essayant d'en prendre le contrôle au dernier moment par une manœuvre quelconque.

Le C.S. : Le rassemblement lui-même ?

B&G : Le rassemblement des grévistes s'est opéré place de l'église.



mité, les cinquante municipaux présents ont décidé d'appeler à une grève qui regrouperait les deux sujets, avec, comme thème d'appel : "Titulaires & précaires : même travail, même salaire, même primes". Différentes Assemblées générales ont suivi pour assurer l'organisation, la rédaction des banderoles et des tracts, leur diffusion aussi large que possible ainsi qu'une information en direct, de bouche-à-oreille, dans tous les services, même les plus excentrés, puisqu'il y a une quarantaine d'implantations en dehors de l'hôtel de ville. Le jour de la grève, nous avons tenu une dernière Assemblée Générale. Il a été décidé que, pour toute question qui se présenterait au cours du rassemblement des grévistes, comme l'hypothèse d'une délégation pour rencontrer le Maire, les décisions seraient prises collectivement, sur le tas. Un appel à la vigilance a été lancé par l'A.G. vis-à-vis de la CGT en particulier, car il y avait des craintes qu'elle tente de torpiller le

De là, nous nous sommes rendus à l'hôtel de ville en cortège. Sur la place de la mairie, nous avons déployé la banderole et installé une table avec trois cahiers : le cahier de soutien aux vacataires, qui circule depuis un an ; le cahier de doléance qui, à l'initiative de la CNT-AIT, tourne dans les services depuis deux ans maintenant, et un dernier cahier, dit "des primes", sur lequel chaque agent est invité à indiquer son nom, sa fonction, le montant de sa prime de cette année et de celle de l'an dernier, et, pour finir, ses remarques sur le sujet. Le rassemblement a été très positif : il a permis à des gens qui ne se connaissent que très peu d'échanger beaucoup d'informations. Quelques individuels de FO et de la CGT se sont joints à nous à ce moment. À la fin du rassemblement, nous avons tenu une Assemblée Générale sur la place de la mairie pour envisager les suites à donner au mouvement. Il a été décidé d'écrire un courrier au Maire pour demander un rendez-vous collectif. C'est ce qui a été fait en direct : une lettre courte, rédigée collectivement séance tenante. Tous ceux qui ont pris la parole ont manifesté qu'ils ne voulaient pas d'une quelconque délégation, mais qu'ils

voulaient rencontrer le Maire tous ensemble. Immédiatement, une date a été proposée pour cette rencontre : le 4 mai à 14 heures à l'auditorium. La balle est donc maintenant dans le camp du Maire. Dans l'attente, un préavis de grève a été déposé pour le même jour afin de permettre à tous les employés de venir. 120 fonctionnaires ont signé nominativement cette lettre au Maire.

Le C.S. : Qu'est-ce que c'est que cette stratégie des cahiers ?

B&G : Le cahier de doléance, c'est un outil pour porter des revendications directes auprès des autorités. Une centaine d'employés s'y sont déjà exprimés, y ont donné leur point de vue, fait part de leurs critiques et de leurs revendications. Cela permet de voir quels sont les grands domaines de lutte qui peuvent se dégager. Cela permet, de plus, de communiquer d'un service à un autre malgré l'éclatement géographique. L'idée du cahier tournant a ensuite été reprise par les vacataires sur leur propre problème, et, maintenant, le tout dernier, celui des primes, a été également mis en circulation. Comme ça, tous les lecteurs des cahiers disposent de la même information et peuvent réagir en sachant que cela sera lu par tous ceux qui le veulent. C'est simple, ça ne coûte pas un sou, et ça facilite grandement les échanges. Beaucoup d'employés ont profité du rassemblement pour compléter les cahiers. Même sur la question des primes, qui est assez personnelle pour beaucoup de gens, le cahier a été massivement rempli.

Le C.S. : Vous n'avez pas évoqué le rôle des syndicats ?

B&G : La CFDT n'a pas participé à l'intersyndicale. Elle n'a pas dit si elle faisait grève ou pas. Ce n'est pas très étonnant puisque environ 80 % de la CFDT à Blagnac, ce sont

des cadres. Selon un bruit de couloir, la hiérarchie aurait briefé les cadres pour qu'ils ne participent pas au mouvement. Cette catégorie a été pratiquement absente. La CGT, après quelques abandons inexplicables de l'intersyndicale sur des luttes précédentes, n'était pas ralliée à cette cause. Le soir du mouvement, nous avons appris que des proches de la CGT sont passés dans différents services pour dire aux gens de ne pas faire grève, sous prétexte qu'elle était illégale et qu'elle ne servait à rien. L'intersyndicale composée de la CMB (autonomes), de la section CNT-AIT et de SUD a soutenu le mouvement. Depuis plus de deux ans, nous faisons un travail de fond, à la fois de réflexion et d'action, sur des dossiers divers, avec tous ceux qui le veulent (par exemple : lutte pour le paiement du 1er Mai aux vacataires, ...). Sur le thème de la précarité par exemple, il y a une convergence de fond entre les militants de la CMB et nous. Ce n'est pas le seul point, nous sommes très souvent d'accord avec les militants de ce syndicat. Le seul point de divergence : notre position sur les élections syndicales. Comme les lecteurs du Combat Syndicaliste le savent, la CNT-AIT, pour de multiples raisons, refuse de participer à toute élection, ce qui n'est pas le cas de la CMB. Chacun a donc son point de vue sur ce problème, mais l'échange d'arguments n'est pas conflictuel et, dans les faits, une synergie s'est créée entre nos deux organisations. On l'a bien vu par exemple dans la lutte des vacataires ; tant pour monter le dossier technique que pour faciliter des AG régulières de vacataires tous les 15 jours ou venir en soutien militant au moment des temps forts.

Le CS : Et les médias là-dedans ?

B&G : L'intersyndicale avait choisi d'envoyer des communiqués à la presse locale : "La Dépêche", Télé-

Toulouse et FR3. TLT n'a pas tourné d'images mais a donné un communiqué correct lors du journal. Côté FR3, nous n'avons rien vu venir, malgré un fax transmis. Par contre, nous avons eu la visite de La Dépêche. La journaliste a pris des photos, des tracts, et elle est

**EMPLOYÉS MUNICIPALUX DE
BLAGNAC :
TOUS EN GRÈVE LE 4 MAI
de 14 h 30 à 17 h 30 :**

**Rassemblement place
de l'église.
POUR :**

- des créations immédiates
d'emploi dans la filière animation,
- des primes égalitaires
pour tous.

**À 12 h 30 :
Assemblée générale
des personnels
(rendez-vous salle syndicale
des services techniques).**

partie en disant qu'elle appellerait le Maire. Jusque là, rien à dire. Le lendemain, il y avait : un titre réducteur, 12 lignes d'informations sur les grévistes et 40 lignes avec les arguments du Maire. Quelques lignes pour les uns, trois fois et plus pour les autres, où est l'équilibre de l'information et la démocratie ?

Le C.S. : Vous n'avez pas parlé de la section CNT-AIT.

B&G : Voici trois ans que nous l'avons créée. Au départ, les quelques militants voulaient surtout pouvoir s'exprimer en tant que cénétistes, sans chercher à monter une section. Nous avons sorti notre

premier tract sur les primes (déjà), pour réclamer leur répartition égalitaire. La Mairie a réagi très fort, a pris des sanctions et a muté deux militants. Cela n'a découragé personne, au contraire. Le soutien dont de nombreux employés ont fait preuve (pétition nominative à l'appui) a même montré qu'il serait bien que la CNT-AIT assure une présence permanente. Et, comme c'est sur l'aspect formel des choses que les sanctions avaient été prises, nous avons finalement déclaré une section. Depuis, nous sortons un tract pratiquement tous les mois, sous le titre de "L'intelligence de la lutte" (en contrepoint à "L'intelligence de la vie", devise de la municipalité de Blagnac), diffusé au moins à 300 exemplaires dans les services. Il est rédigé par des militants de la CNT-AIT mais aussi par des sympathisants. Cette information régulière reçoit un bon accueil. Ce travail de fond est lourd au quotidien mais il amène un dynamisme et nous croyons qu'il a largement contribué à la mobilisation du 13 avril. Nous pensons continuer ce travail, et, pour faciliter l'expression de tous, nous réaliserons bientôt une réunion de lecteurs. Nous avons déjà réalisé avec succès une réunion publique dans la mairie il y a deux ans.

Le C.S. : Les perspectives ?

B&G : Les municipaux de Blagnac se sont mis en mouvement, ils sont bien décidés à obtenir satisfaction. Comme nous disions, un appel à une nouvelle grève a été lancé pour le 4 mai. Nous en profiterons pour tenir ensemble une assemblée générale le même jour et pour avancer des propositions pour qu'on aboutisse à un système complètement nouveau dans un délai raisonnable, nous voulons qu'il y ait des discussions à la base et pas entre administrations et appareils syndicaux.



Deux projets de lois, qui sont en train de faire la navette entre le Sénat et la Chambre des députés, illustrent la réalité de la machine judiciaro-policière : cruelle pour les humbles, extra-souple pour les puissants. Il est vrai que ce sont eux qui taillent les lois sur mesure, avec un sans-gêne hors du commun.

Le commissaire a quelque chose à cacher.

Dans plusieurs pays, tous les interrogatoires qui ont lieu pendant une garde à vue sont enregistrés, sur des bandes infalsifiables. Lors des procès, ces bandes constituent une pièce de procédure à laquelle il est toujours possible de se référer. Un projet de loi prévoyait de faire la même chose en France. Cette mesure semblait tellement logique et normale aux députés que, le 10 février, ils l'ont adopté, -événement très rare- à l'unanimité. Aussitôt, les syndicats de flics et certains syndicats de magistrats se sont déchaînés. Leur violente opposition, les appuis qu'ils ont immédiatement trouvés dans la classe politique, ont fait voler en éclat ce projet, les députés n'hésitant pas à se renier et à rejeter le texte qu'ils avaient adopté. Jospin lui-même a donné le ton en disant qu'il n'était pas favorable aux enregistrements.

Pourquoi ce reniement ? Deux arguments sont avancés par les flics et repris par les politiciens pour refuser les enregistrements. Aucun des deux ne tient la route. Le premier est qu'il serait trop coûteux de mettre un magnétophone dans chaque pièce où se font des interrogatoires. Cet argument est tellement

ridicule qu'on s'étonne qu'il ait pu être utilisé. Le prix de tels équipement, même d'excellente qualité, est en effet insignifiant au regard des fortunes que coûte chaque année le budget d'équipement de la police (le prix des armes et des protections d'un seul CRS permettrait d'équiper en magnétophones plusieurs dizaines de commissariats !). Le deuxième argument est que la personne interrogée pourrait crier pendant l'interrogatoire uniquement pour faire croire qu'on la frappe. La réponse à ce dernier argument est toute simple : il suffit de remplacer le magnétophone par une caméra vidéo. Dans notre pays, il y a des caméras vidéo partout dans les lieux publics, dans les rues, dans les grands magasins, dans les facs, les postes, même dans des parcs ou des piscines... Il serait curieux que le seul endroit où il serait trop coûteux et difficile d'en mettre soient les commissariats et des gendarmeries !

Si les policiers ne veulent pas entendre parler des enregistrements vidéos dans les commissariats (eux qui photographient, filment, notent, enregistrent écoutent les lignes téléphoniques...), on ne nous fera pas croire que c'est par soucis de protéger leur intimité ! Il est clair que c'est parce qu'un certain nombre de leurs pratiques ne sont pas avouables. Un exemple nous est donné dans le dernier numéro de Marianne (17 avril 2000). Ce journal, très proche du ministre de l'intérieur et de la police, nous en apprend une qui devrait faire réfléchir tout le monde : Joël, un fermier de 22 ans résidant à Sauvoy (Meuse), a été condamné selon la procédure d'urgence dite de comparution immédiate à quatre ans de prison, dont un ferme (qu'il a purgé pour moitié) pour "vol avec violence". L'affaire se complique quelques mois plus tard : deux braqueurs sont arrêtés, ils avouent, entre autres, le coup pour lequel notre fermier a été condamné. Le pot-aux-roses est découvert. Toute l'histoire de Joël a été montée par les gendarmes. N'ayant pas trouvé d'arme chez Joël, pour crédibiliser la déposition,

ils inventeront même une histoire de pistolet-jouet, supposé appartenir au fils de Joël, que ce dernier aurait utilisé pour son attaque. La question est : pourquoi Joël a-t-il "avoué" ? La réponse nous est donnée par Marianne elle-même "quelques insultes, quelques torgnoles" (sûrement plus que "quelques torgnoles"), la promesse d'une condamnation légère, et Joël a craqué, prêt à tout pour mettre fin à son supplice, prêt à signer n'importe quels aveux pour qu'on arrête de le frapper. Et c'est bien pour ça que les flics ne veulent pas d'enregistrements.

La vigueur de l'opposition policière à cette loi autorise à penser que les "méthodes" employées dans cette gendarmerie tranquille de la Meuse sont plus répandues dans tout le pays qu'on pouvait le craindre jusqu'à présent.

Ces irresponsables qui nous gouvernent.

Deuxième débat en cours au parlement : celui sur la responsabilité des élus. Après s'être largement auto-amnistiés de leurs délits au cours de précédentes législatures, les parlementaires préfèrent prendre les devants et se concoctent un texte aux petits oignons. La loi qu'ils préparent prévoit qu'en dehors de rarissimes exceptions, ils ne pourront plus être poursuivis pour les fautes qu'ils commettent dans leur gestion. Il était déjà difficile de poursuivre un élu, cela deviendra quasiment impossible. Si une nouvelle affaire du sang contaminé éclate, ils ne seront pas responsables. Si les volontaires qui ont nettoyé les résidus pétroliers de l'Erika attrapent un cancer, ils ne seront pas responsables non plus. Quelle que soit la catastrophe écologique, économique, sociale dans laquelle ils nous précipitent, les élus proclament par avance qu'ils n'auront aucune responsabilité ! Ce faisant, les politiciens se définissent eux-mêmes avec beaucoup d'exactitude : ils sont des irresponsables. De dangereux irresponsables.

On le sait, ça va mal avec le mal, mais ça pourrait être pire. Que voilà du bon sens ! Du bon sens à la politique, il n'y a parfois qu'un petit pas de fourmis : ça va mal avec le mal, mais ça pourrait être pire sans le mal. Avec le capitalisme, ça va mal, mais sans le capitalisme, ça pourrait être pire.

Voici donc le discours dominant qui nous convie à accepter le vieux capitalisme sous prétexte que le capitalisme serait pire, et tiens même au passage, le libéralisme, ce n'est pas le capitalisme. Tout au plus, une forme dévoyée.

Le libéralisme, c'est la loi du marché, c'est la mondialisation, c'est la fin des acquis sociaux, c'est la nourriture empoisonnée, c'est la mort du service public, c'est la précarité de l'emploi, c'est...

Bien sûr, ça n'a rien à voir avec ce bon vieux capitalisme, on s'en souvient, qui nous soi-disant garantissait les 40 heures d'abrutissement par semaine, notre mois de congés fabriqués, nos salaires tout juste bons à nous permettre d'ouvrir un crédit, la garantie morale que nos fils et nos filles trouveraient une place dans la boîte où nous avions meurtri notre jeunesse, pour qu'ils la meurtrissent à leur tour, sauf si la boîte devait fermer pour cause de mauvaise gestion ou de départ en vacances du patron. Ce bon vieux capitalisme où il n'y avait pas besoin qu'on nous serine à longueur de temps qu'il nous fallait nous battre pour l'image de marque de la boîte, parce que la culture d'entreprise ça n'existait pas, on n'était simplement enfermé à vie chez Untel ou Untel !

Oubliant la nature meurtrière du capitalisme, il s'agit alors de combattre ce qui peu à peu est présenté comme le plus pire, c'est-à-dire le capitalisme sous sa forme libéraliste. De la même façon que la démocratie parlementaire se défend parce que la forme dictatoriale ou fasciste de l'État serait pire, le capitalisme sera défendu parce que sa forme grossière qu'est le libéralisme serait pire. On arrivera alors à cette activité étonnante : la promotion de la division du Travail et du

Capital, et la mise en avant de la nécessaire domination de l'État sur les individus. On arrivera enfin à affirmer l'inévitabilité d'un système de classes sociales inégales, parce que sans cela ce serait pire. Or, seule la classe dominante peut avoir intérêt à défendre ce point de vue. Et c'est bien ce qu'elle fait.



Sur quoi s'appuie-t-elle pour être convaincante, sinon sur un argumentaire emprunt à la morale bien pensante, argumentaire relayé par l'extrême-gauche toujours prête à se glisser dans les salles d'attente du pouvoir : le capitalisme financier c'est mal, il faut taxer les profits boursiers, et si on est actionnaire, on peut choisir des actions moralement défendables ; les entreprises qui font des bénéfices et licencient, c'est mal, il faut redistribuer une partie de ces bénéfices etc. Il existerait donc un bon et un mauvais capitalisme, disons un capitalisme moral et un immoral.

Avec le capitalisme moral, il y aurait toujours des pauvres, mais ils seraient moins pauvres, il y aurait des riches mais ils seraient moins arrogants. Et qui va nous garantir tout ça ? Ce sera l'État républicain, l'État jacobin, maître de la nation où nous vivons ensemble, patrons et prolétaires, partageant un but commun : le maintien d'un capitalisme moral. L'État régulera une partie du marché, soutenant tel investissement ou tel autre, et fera éventuellement des remontrances aux patrons trop gourmands. Mais il enver-

ra ses forces de répression armées contre les immoraux exploités quand par hasard ceux-ci auraient des velléités de ne pas être entièrement d'accord, car, en fait, le capitalisme et l'État se soucient fort peu de la morale. Le capitalisme se soucie uniquement de l'argent. Et pour en faire, il lui faut exploiter toujours plus. Le capitalisme est protéiforme, mais l'exploitation reste l'exploitation.

Une société divisée en classes, voilà ce que réclament ceux qui veulent être entendus par l'OMC. Un contrôle par leurs représentants des affaires des marchands. Ils veulent avoir leur mot à dire dans la gestion du capitalisme. Ils représentent une partie de la bourgeoisie qui veut une part du pouvoir économique qui lui échappe à l'heure actuelle. C'est une rivalité entre éléments de la classe dirigeante. Les dindons de la farce : les dominés, ceux d'aujourd'hui qui, dans leur système, sont déjà ceux de demain.

Les "contestataires" de Seattle, s'ils mettent en avant un système démocratique, participatif ou parlementaire, une société des droits de l'Homme, c'est parce qu'actuellement, cette organisation politique est celle qui permet le mieux au capitalisme de se renforcer. L'entreprise, les institutions d'État et la citoyenneté : voilà le credo. Et s'il faut, pour mettre cela en place, dénoncer le capitalisme américain comme l'ennemi, ils le feront ; et s'il faut pour cela dénoncer les institutions américaines comme incomparablement inférieures aux nôtres, ils le feront ; et s'il faut faire appel au génie français, à la qualité de la production française, aux vertus politiques de l'Europe, ils le feront ! Ah bon, ils le font déjà ? Alors qu'on m'explique qu'est ce qui a changé depuis l'appel à la réconciliation des classes dans l'effort commun à construire la nation ?

La loi du marché, la mondialisation, la fin des acquis sociaux, la nourriture empoisonnée, la mort du service public, la précarité de l'emploi, et aussi la guerre propre au Kosovo, la guerre sale en Tchétchénie, la guerre qui tue : c'est le capitalisme.

Loiseau (Interco Marseille)

Les copains d'abord

Jean-Luc Mélançon, nouveau sous-ministre de l'éducation nationale connaît bien la chanson : il a distribué les bonnes places de son cabinet à une joyeuse bande de copains. Parmi les heureux récipiendaires : Eric Benzekri (27 ans, ancien de l'UNEF-ID) devient conseiller pour "la vie scolaire", François Delapierre (28 ans, ancien secrétaire général de SOS-Racisme) devient conseiller politique, Valérie Atlan (ancienne chargée de presse de SOS-Racisme) devient responsable presse. Mélançon est lui même ancien président de l'UNEF-ID. Ce petit exemple montre les liens qui existent entre le "syndicat" UNEF-ID, l'association SOS-Racisme et le gouvernement. Il montre aussi que ces "syndicats" et associations sont surtout des marche-pieds pour accéder au pouvoir.

Un autre qui n'a que des copains, c'est Bernard Thibault, patron de la CGT. Au congrès des metallos de son organisation, il a expliqué *"Aujourd'hui, dans la CGT, il y a des amis de Robert, mais aussi des amis d'Alain, d'Arlette, de Jean-Pierre, de Dominique et de François, et c'est très bien ainsi"*. Et oui, à la CGT aujourd'hui, il y a plus d'amis de Hue, Krivine, Laguillier, Chevènement, Voynet, et Hollande que d'amis des travailleurs en lutte ! On ne peut pas copiner avec les soutiens (ou les membres) du gouvernement et être indépendant.

Pas d'argent, pas de greffe.

Pour survivre, Stéphane, leucémique de 36 ans a besoin d'une greffe de moelle osseuse. Des centaines de volontaires étaient prêts à se faire tester pour pouvoir lui donner un peu de la leur si elle était compatible. Impossible : le laboratoire hospitalier qui aurait pu faire ces analyses à Niort (ville dans laquelle Stéphane réside) a épuisé son maigre

budget annuel. Stéphane ne pourra pas avoir sa greffe cette année. Il lui faudra attendre 2001, et le nouveau budget, ... s'il n'est pas mort, ce qui semble malheureusement l'hypothèse la plus probable.

C'est un crime qui se prépare. Un crime de bureau. Un crime froid, conséquence des décisions de technocrates qui gèrent le système de soins dans une optique capitaliste. Aujourd'hui Stéphane, demain un autre, des dizaines, des centaines d'autres, car, de plan Juppé en gestion Aubry, ce sont sans cesse des restrictions qui viennent interdire à des malades très graves de se faire soigner. Ne tolérons pas cela : l'accès à des soins de qualité doit être un droit permanent pour tous.

Cent millions de personnes en fiches

Vous ne vous en doutez peut être pas, mais des boîtes spécialisées dans le marketing (publicité) ramassent sur vous toutes les informations qu'elles peuvent. Tout les intéresse : vos achats payés par carte bleue, vos achats par correspondance, les locations que vous pouvez faire, ce que vous regardez ... elles récupèrent tout cela dans les entreprises, elles piquent d'autres informations sur le web (souvent à l'insu des personnes concernées)... Elles constituent ainsi de monstrueux fichiers. L'agence Bounty à elle seule détient des données informatiques très détaillées sur plus de cent millions de personnes résidant dans sept pays. Ces informations sont combinées entre elles, si bien que les publicitaires disposent de fiches très personnalisées sur des quantités de gens qui ne leur ont jamais rien demandé. C'est bien sûr une atteinte grave à la vie privée, mais une atteinte rentable car cela permet d'envoyer des publicités très ciblées aux personnes qui figurent sur les fichiers, et cela les pousse à acheter des choses dont elles

n'avaient pas forcément besoin ni envie jusque là.

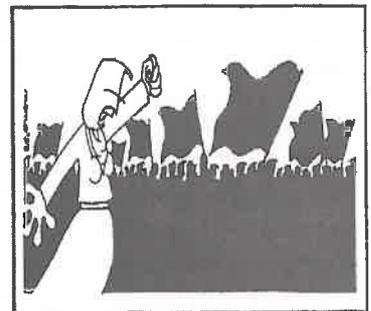
Contre l'envahissement de nos vies par les marchands, n'hésitons plus, foutons tout de suite à la poubelle toutes ces publicités qui envahissent nos boîtes à lettres.

Quand les médias en perdent leur caquet

Les médias avaient fait leur "une" sur ce boulanger de Béziers, régulièrement agressé par une bande de jeunes de banlieue. Le 8 avril, il avait fini par tirer sur eux, après s'être fait voler et casser sa vitrine à coup de nerf de bœuf. Avec une telle info, les journalistes tiennent habituellement au moins une semaine. Or, deux jours après, plus un mot. Cette brutale discrétion médiatique nous a intrigué. Nous nous sommes renseignés : oui le boulanger avait été agressé, oui, il avait tiré, mais les voyous en question étaient des enfants de la bonne bourgeoisie, venus des beaux quartiers. Pour les médias, ça change tout ! Ils en ont perdu immédiatement le caquet. Tout comme le maire, pourtant intarissable au début. Les petits commerçant et le Front national, qui devaient manifester le 11 avril ont eux aussi fermé leur gueule. Comme c'est curieux.

Dédé.

Les frontières c'est la division



Ma patrie c'est le monde
Ma famille c'est l'humanité



Jeunes libertaires
7 rue St Rémesy
31000 Toulouse



Habituellement, je n'écris jamais à un journaliste. À 50 ans passés, j'ai appris depuis longtemps que la condition du journaliste était avant tout celle d'un salarié (fut-il de luxe) consentant et obéissant aux ordres d'un patron de presse tirant ses profits pour moitié des subsides accordés par les politiciens (nos maîtres), et pour l'autre du marché par l'intermédiaire de la publicité. Un journaliste n'est qu'un illusionniste appointé, chargé de transformer la vie en faits divers, l'indignation en résignation, et la vérité en silence. Non, je n'écris jamais à un journaliste, ni à un juge, ni à un flic. Mais il m'est de plus en plus pénible de supporter le spectacle d'ATTAC (cette gauche virtuelle), et les litanies pleureuses quotidiennes de votre disciple "Daniel Mermet-on-ni-peut-rien" sur France Inter et surtout les multiples interventions de vos collègues du Monde diplomatique et d'ATTAC dans tout ce que les villes de province comptent comme soirées bourgeoises et polies, où l'on débat en de prétentieux monologues sur l'avenir du peuple ou de l'humanité, cette fange miséreuse incapable de démocratie (le chômage, le Nord-Sud, le racisme, les OGM, les banlieues...). Nous pourrions vous ignorer, vous laisser faire salon, lectures et causeries, entre vous, entre gens biens, parvenus et assis. Mais le succès médiatique aidant, le "concept" du citoyen (cet "extrémiste du consensus qui n'a d'opinion ferme et précise sur rien d'essentiel et n'en tire par conséquent aucune conclusion sur quoi que ce soit qui puisse l'engager") se révélant porteur politiquement et financièrement (à propos, comment va le "Diplo" ?), voilà que vous venez vendre votre boniment dans la rue. Il n'y a plus de manifestation sans que l'on voit pointer un tract d'ATTAC ou une

banderole glorifiant le citoyen, plus un problème social sans que l'on voit un de vos disciples ânonner vos propos sur un écran de télévision entre un écrivain d'un jour et un économiste "propre". On vous présente comme la belle gôche, la pure, la responsable, l'honnête, celle qui parle de l'Afrique et des banlieues, qui dénonce la misère, qui fustige la corruption politique et financière... LA nouvelle gôche ! Quelle tristesse, quel mensonge, quelle duperie, monsieur Ramonet !

Ah certes, vous avez du talent pour compter les cadavres, peser les fortunes, mesurer les profits, énumérer les dictateurs, estimer les morts, les mourants et les mortels. Vous et vos disciples êtes les champions de l'économie de la souffrance et de la misère. Vos livres de compte sont à jour. C'est votre première fonction. Énumérer le chaos, la douleur, l'injustice, le vol et le pillage. Faire peur ! Il faut que le message passe : "Le monde est un vaste chaos cruel et sanguinaire, et l'Europe de l'Ouest est un maigre havre de paix, vert et fragile, parfois blessé mais préservé jusqu'à ce jour des pires avanies venues de ces démons éternels qui hantent la nature humaine".

Votre seconde fonction, c'est d'éviter le désordre, de contenir la révolte, de calmer les troupes. Pire encore, de policer la contestation. À grands cris de "Citoyens, aux urnes citoyens", vous défendez tout ce qui participe au pillage de ce monde et à son aliénation.

Les élections tout d'abord. À chaque fois, c'est le même refrain. Face au détournement de la démocratie et des biens publics par les clans de politiciens, vous en appelez aux urnes et au contrôle citoyen. Vous rêvez même d'un contrôle citoyen de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), les

volés négociant avec leurs voleurs pour que le vol soit moins cruel. Quelle foutaise ! De la démocratie plein la bouche, vous n'avez de cesse que de vanter les mérites des élections, de l'élu et de la représentativité. Comme tout bourgeois installé, vous avez peur de la colère de ceux qui triment, de ceux qui en bavent, de ceux qui paient de leur vie votre monde de classe.

La marchandise ensuite, pierre angulaire du système capitaliste. Avec votre taxe Tobin, monsieur Ramonet, vous me faites penser à ces dames de charité qui, le dimanche après la messe, vont jeter du mauvais pain à leurs bons pauvres. La semaine, ces maudits pauvres travaillent dans l'usine de leur banquier de mari. La taxe Tobin, c'est ça et pire encore. Car, aussi infime que soit le taux de taxation des profits boursier, leur coût finira toujours par être répercuté sur le "citoyen consommateur"... pardon... le "citoyen marchandise". Vous parlez de la mondialisation avec résignation, du profit avec résignation, de l'exploitation avec résignation. Mais dites-moi, monsieur Ramonet, le soleil a-t-il besoin de tant de fric pour briller ?

C'est pour tout cela que je vous écris, monsieur Ramonet. Pour vous dire haut et fort que vous êtes, vous et vos disciples, les plus précieux alliés du capitalisme. Dénoncer l'exploitation, c'est bien. Expliquer que c'est inexorable, c'est défendre le capitalisme. Appeler aux urnes, c'est participer activement au maintien de ce système, c'est en assurer la sécurité, la pérennité. Vous n'êtes pas un progressiste, ni un contestataire, pas même un réformiste, vous êtes un serviteur du capitalisme, un illusionniste... un journaliste. Vive la Sociale, monsieur Ramonet, vous pourrez toujours compter nos morts !

Etienne D.



“Vous ne viendrez plus chez nous par hasard”, se vantaient-ils, loin d’imaginer que certains auraient bientôt l’idée de ne plus venir du tout, même par hasard. Les plages de Loire Atlantique ont été nettoyées du goudron apporté par l’Erika, d’abord par une Armada désordonnée de cirés jaunes, puis systématiquement, portion par portion, par des militaires. Malgré cette foule, les rochers sont restés noirs, sauf aux endroits où la pression des kärcher a fait sauter la roche. De loin, les grandes plages paraissent propres, mais la multitude de petites galettes de goudron sur le sable colle aux semelles et aux pattes des chiens, et celles qui ont été projetées sur les murs par les embruns dégoulinent en longs filets, faisant croire à un passage de tagueurs en mal d’inspiration. Tout a été nettoyé, mais l’Erika, visiblement, fuit toujours.

C’est pour ça que l’Etat a signé un protocole d’accord avec Total-Fina-Elf : pour “l’obliger” à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour pomper les cuves de l’Erika. Obliger, c’est façon de parler, puisque la firme n’a aucune obligation de résultat : le pétrole peut rester dans les cuves, c’est pas grave ; aucune responsabilité non plus en cas de grosses fuites conduisant à une nouvelle marée noire ; et rien sur le traitement ultérieur de ce qui aura été récupéré. Vu qu’il ne s’agit pas de fuel, mais de déchets ultimes dont il n’y a plus rien à tirer, et dont Total-Fina-Elf voulait se débarrasser en Italie (voir CS de mars), on peut douter du sérieux avec lequel ces déchets seront traités, à supposer que de réels efforts soient faits pour les récupérer. D’après “Le

Canard”, le groupe y consacrerait généreusement 700 millions, c’est à dire moins de 12 jours de ses bénéfices (22 milliards en 1999)...

Mais Total-Fina-Elf n’a pas seulement la fibre écologiste : il a aussi la fibre humaniste. Quatrième producteur d’hydrocarbures en Asie, Total-Fina y est implanté surtout en Indonésie mais aussi, à moindre échelle, en Thaïlande, Birmanie, Pakistan, Vietnam... En 1995, Total-Fina a signé un contrat avec la Birmanie pour construire un gazoduc reliant le champ de gaz de Yadana à la Thaïlande. Le régime birman est une junte militaire, coupable de très nombreuses atteintes aux droits de l’homme. Elle avait annulé les résultats d’élections en 1990, largement remportées par la Ligue Nationale pour la Démocratie, menée par la médiatique Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991. Depuis 1997, la junte a changé d’appellation : le “Conseil d’Etat pour la restauration de la loi et de l’ordre” (SLORC) est devenu “Conseil pour le développement et la paix” (SPDC), mais les méthodes sont restées les mêmes.

Total-Fina-Elf ne fait pas simplement des affaires avec un régime particulièrement répressif ; il lui donne une légitimité politique et une assise financière. La firme accepte sans état d’âme la façon dont sont traitées les minorités ethniques mises à contribution pour la construction du gazoduc. De nombreux témoignages et accusations ont été rassemblés dans un rapport du “Southeast Asia Information Network” (SAIN), basé en Thaïlande et de “Earth Rights International” (ERI). Selon ce rapport, la construction du gazoduc nécessite un contrôle militaire des régions traversées. Des milliers de personnes ont été déplacées de force et sans compensation de cette zone où la guérilla fait rage entre les populations et la junte au pouvoir. La présence accrue des militaires a été associée à une augmentation dramatique du nombre d’exactions commises sur les populations : viols, tortures, travaux forcés et exécutions arbitraires de

villageois suspectés de relations avec les groupes armés d’opposition. A cela s’ajoutent les morts causées par la sous-alimentation et l’insuffisance de soins pendant le travail forcé. De nombreux témoignages proviennent des centaines de milliers de réfugiés qui ont fui vers la Thaïlande. Les villageois sont enrôlés de force par les militaires, souvent sans salaire, au vu et au su de Total-Fina.

La Ligue Nationale pour la Démocratie réclame des sanctions économiques contre la Birmanie, Aung San Suu Kyi estimant que ceux qui seront affectés par ces sanctions ne sont de toute façon que les privilégiés du système. D’autres firmes, comme Reebok, Levi-Strauss, Heinken, Carlsberg, Amoco ou Petro-Canada, plus méfiantes, ont annulé des opérations prévues en Birmanie. Mais Total-Fina tient bon et refuse, malgré l’évidence, de porter une quelconque responsabilité, prétextant qu’il emploie du personnel de façon régulière, avec salaire au-dessus de la moyenne locale, et qu’il apporte en plus une aide au travers de projets de services médicaux gratuits ou d’assistance agricole. Cet apport, ridicule en face des besoins ou par rapport aux conséquences de l’installation des militaires dans la région, ressemble plus à une opération publicitaire qu’à une aide véritable.

Deuxième investisseur du projet derrière Total-Fina, le géant Californien Unocal est aujourd’hui poursuivi en justice pour complicité présumée de violation des droits de l’homme, incluant travaux forcés, déplacement forcé de villageois, coups et viols. Comme Total, Unocal prétend que, s’il y a violation des droits de l’homme, c’est de la seule responsabilité du gouvernement militaire, et se vante d’apporter une aide à la population en termes de soins, d’éducation... Mais contrairement à Total-Fina, Unocal devra se défendre devant les tribunaux, car les crimes poursuivis sont du ressort de la justice américaine. La justice française, elle, ne se sent pas du tout concernée.



Toujours à l'affût de nouveaux coins à ravager et à saloper définitivement, le système s'est aperçu qu'il subsistait encore çà et là des zones non industrialisées, non urbanisées et donc non rentables ; des régions entières consacrées à une agriculture semi-pépère et à un tourisme plutôt extensif, des zones de vide intersidéral entre deux mégapoles, des zones qui ne servent à rien, des zones à vaches ! (En l'an 2000, on croit rêver !). Il fallait impérativement trouver un emploi sérieux à ces vastes espaces vierges, une fonction économique et sociale autrement plus utile que celle de décor champêtre ringard pour citadins en goguette, une charge enfin à responsabilités et à la mesure de notre temps : le stockage des déchets, déchets ultimes d'ordures ménagères ou déchets radioactifs, ou pourquoi pas, les deux mon général, puisqu'il y a de la place, tellement de place et aussi comme vous n'êtes pas sans le savoir tellement de déchets !

Depuis quelques temps déjà, COGEMA, EDF et ANDRA, les trois sorcières bien connues de nos services, cherchent compulsivement à travers tout le royaume de France à enterrer des déchets hautement radioactifs : quinze sites ont été retenus, de préférence grani-

tiques (c'est plus costaud qu'y disent). Notre région du Quercy Rouergue a le triple privilège d'avoir fait coup double : un site potentiel à Glénat (entre Lot et Cantal) et un autre à Sanvensa dans l'Aveyron. Le Limousin hériterait lui d'au moins trois sites potentiels, il y en aurait un pas loin de Nontron. Mais restons chez nous et regardons *qu'est-ce-qui-se-passe-ici* (comme disait le bonze Krasucki).

1) La fourmi de Cantal bientôt fluorescente ?

Ah ! Milledieu non pas !

Par un matin blanc de la fin janvier la nouvelle tombe comme un méchant coup de foudre sur les mairies de 15 communes des cantons de Latrouquière (Lot), Larroquebrou, Saint Mannet, Maurs (Cantal). Les maires sont informés, et eux seuls, que leur commune a été sélectionnée pour l'installation d'un laboratoire d'enfouissement de déchets radioactifs : merci ANDRA . La capacité du futur site serait de 200 000 m³, la surface au sol d'environ 400 ha, les forages atteindraient 400 à 1000 m de profondeur. Le "laboratoire" principal serait installé à Glénat. Quand on connaît la richesse en eau des sols de la région, c'est à frémir, d'ailleurs un certain Claude Allègre alors président du BRGM (Bureau des Recherches Géologiques et Minières) avait dit il y a quelques années : *"Géologiquement parlant le sous-sol est le plus mauvais endroit pour stocker des déchets à long terme. Pourquoi ? Il contient de l'eau qui circule et pénètre tout"...*

Quasi immédiatement, le téléphone cantalou résonne par-dessus les monts et les vallées (Ohé ! Paysans c'est l'alarme).

Le 5 février, une première réunion (600 personnes) se tient à Glénat qui sera le point de départ de la constitution du comité de défense

du Ségala et de la Châtaigneraie. Le comité se met d'accord sur 3 points : refus du projet pour le site Glénat, refus solidaire des autres sites français, refus de toute concertation avec la "Mission granit" télé-guidée par l'État.

Le 20 février, 1500 personnes se retrouvent à Glénat pour l'assemblée générale et l'élection d'un conseil d'administration. Premiers grincements de dents : le conseil d'administration du dit comité comporte 40 élus de droit et 48 membres de la "société civile". Dans la salle, la présence massive des élus est contestée... par la gauche associative citoyenne.

2) Les élus éluderaient la lutte ? (L'esses-tu cru ?).

Si la mobilisation est certes importante, exceptionnelle même, surtout dans une région qui n'a pas de tradition de rébellion bien établie, on peut légitimement se demander si la forme, délibérément, fortement médiatisée des actions de protestations, a été choisie par la population ou si elle lui a été imposée par des "spécialistes".

Le 11 mars par exemple, 8 à 900 personnes répondent à l'appel du comité et se rassemblent à Latrouquière. La forme que revêt la manifestation ne nous convient pas : il s'agit de se coucher devant les caméras de FR3 ("die-in" symbolisant la mort par le nucléaire).

Le 15 avril, une manifestation a eu lieu. Cinq mille personnes se sont rassemblées pour assister à une savante chorégraphie de protestataires qui ont dessiné, munis de parapluies, le sigle radioactif. On ne peut s'empêcher de penser à d'autres chorégraphies massives célébrant des idoles désormais déchues (petit père et son collègue de bourreau le grand timonier).

Malgré tout, la petite CNT Quercy Rouergue suit le mouvement et a opté pour une participa-

tion critique à ces diverses manifestations, tâchant de faire connaître ses positions par des tracts et des discussions.

3) Situation politique, forces en présence.

Grosso modo et en schématisant un peu, la chose se présente ainsi : traditionnellement, le Cantal vote plutôt à droite, le Lot est plutôt porté à gauche. Le projet d'enfouissement des déchets radioactifs arrange donc les élus de droite qui voient là une bonne occasion de surfer sur les vagues de mécontentement qu'il suscite, et il emmerde profondément les élus de gauche qui ne demandent qu'à surfer mais qui craignent à la fois les remontrances de la hiérarchie et le courroux des électeurs. Seuls nos bons amis les communistes ont comme d'habitude une position ferme et courageuse : il faut assumer les déchets et avoir le cran de les enterrer ici, là sous nos pieds, si ! (Mâchoires serrées, menton pointant virilement vers l'avenir radieux-actif). On reste dans la tradition progressiste de défense de l'atome civil chère à notre bon camarade Joliot Curie premier Haut Commissaire à l'Énergie Atomique. Sur le terrain de la lutte : À ma droite le Comité de Défense de la Châtaigneraie et du Ségala, poids super lourd avec 4 à 5000 adhérents, réunissant des élus de base et d'autres, de gauche, de droite, etc. -la grosse majorité de la population lui est favorable. À ma gauche (radicaleuse), des associatifs ont créé un comité bis répondant au nom de Vi.T.E.S (= Vivre, Travailler, Exister en Ségala). Poids plume. Cette association a pris dès le départ ses distances par rapport aux élus -ce qui est sûrement une bonne

chose en soi, mais on peut craindre que certains de ses membres (très "Motivés") eussent souhaité en fait diriger de façon avant-gardiste la juste lutte du peuple. En face, le puissant lobby nucléaire avec la richissime ANDRA (Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs) qui attend patiemment son heure "laisse faire le temps, la patience et les élections" (Corneille).

4) Que faire ?

Comme dirait notre regretté Oulianov. Comment, en fait, résister au pouvoir sans que les "résistants" ne se soumettent à un autre pouvoir (qui est le même, bien sûr, mais parfaitement méconnais-



sable puisqu'il porte un masque de Zorro en général). Comment éviter de tomber de Charybde en Scylla comme disaient les Grecs, ou de Cohn-Bendit à José Bové comme on dit aujourd'hui.

Comment amener la population à s'organiser elle-même ? Éternelles questions, sempiternels débats, tâche sans cesse recommencée. Giulio Andreotti, sur-

nommé l'Inoxydable, vieux compagnon de route de la démocratie chrétienne et de Cosa Nostra, nous l'avait bien dit : "le pouvoir n'use que ceux qui ne l'ont pas..." (On pourrait ajouter qu'il use aussi et surtout ceux qui n'en veulent pas, jamais).

5) Cependant et néanmoins, restons positifs :

a) l'information de la population, notamment au niveau des dangers que représente l'enfouissement des déchets radioactifs, a été largement diffusée par les associations (très nombreux tracts, affichage vraiment important sur toute la région).

b) La population semble déterminée à ne pas céder. Lors d'une conférence de presse à Aurillac le 29 mars, la mission interministérielle est très officiellement avertie que les maires ne pourront pas garantir sa sécurité si elle vient enquêter. (On peut bien sûr y voir une tentative de désamorçage d'affrontement : en Mayenne, la mission s'est fait plus ou moins lapider, et s'est fait reconduire par des centaines de personnes jusqu'aux limites du département).

c) Le 15 avril, nous étions présents à la manifestation de Glénat avec deux textes, "La mort a ses esclaves" et "On enfouit tout, on ne nous dit rien".

Le samedi 13 mai, grande manifestation à Aurillac ; tous ceux qui voudront soutenir notre participation critique seront les bienvenus.

Le dimanche 14, un pique-nique permettra à tous ceux qui veulent impulser une démarche libertaire dans cette lutte de se réunir pour en débattre (renseignements auprès des syndicats CNT-AIT de la région).

Le Père Plexe de Quercy Rouergue.



C'est presque un mois de grève départementale qui vient de s'achever dans le secteur de la distribution de "La Poste".

Cette grève, qui a surtout touché l'agglomération toulousaine, se conclut par une sévère défaite des employés : la lecture du protocole d'accord signé par la CGT, SUD-PTT et la CFDT ne peut laisser aucune illusion. Mais, ceux qui ont comme objectif l'accroissement de la flexibilité et de la précarisation auraient cependant tort de se réjouir trop vite : en quelques semaines de lutte, les postiers en ont certainement plus appris sur la nature des syndicats institutionnels qu'en plusieurs années. Pendant le conflit, ils ont commencé à développer une riposte à toutes ces manœuvres.

Et la volonté de repasser à l'action pour imposer des revendications légitimes est loin d'avoir disparu.

Dernier acte de cette bataille, le protocole signé le 3 avril par CGT, SUD-PTT et CFDT sur ordre des fédérations nationales, contactées par le directeur général de la Poste le 31 mars, est très clair : La Poste a gagné sur le samedi. Il reste "acquis" une fois sur deux ? mais seulement pour les facteurs qui en bénéficiaient déjà et, de plus, il ne sera plus allégé comme avant. Cela veut dire que les mailing des entreprises seront distribués le samedi, alourdissant ainsi la charge de travail ce jour-là. Aucune garantie n'est donnée sur l'emploi statutaire, alors que les 35 h étaient censées créer des embauches. A l'inverse, La Poste envisage de recruter encore plus de précaires sur la base de 7 heures par semaine. La négociation sur l'organisation du travail et les emplois aura lieu bureau par bureau, c'est-à-dire avec un rapport de force totalement défavorable aux employés. Ce protocole a certes été "approuvé", sous la pression des appareils syndicaux, lors de l'assemblée du mardi 4 avril, par 317 voix, mais avec une forte opposition, puisque 170 postiers se sont prononcés contre cette capitulation. Même dans les syndicats, la pilule a eu du mal à passer. Les enseignements que nous pouvons tirer de cette affaire sont importants. Pour plus de commodité je les analyserai au travers des principaux protagonistes de l'affaire.

1° La base des grévistes. Une base résolue mais encore inorganisée.

Devant les quelques 1 300 grévistes, syndiqués ou non (soit à peu près le

tiers du personnel du département) qui ont participé à ce conflit, il nous faut tirer le chapeau. Leur détermination était réelle et leur motifs respectables. On a vu des facteurs qui avaient fait des économies mois par mois en prévision d'une longue lutte, d'autres qui étaient déjà sanctionnés pour le refus des cadences. Même lorsque le mouvement se scindera en deux ("ceux des piquets", et "ceux de la Direction Départementale"), il ne se trouvera qu'une dizaine de personnes le jeudi 30 mars, dans une A.G. de 200, pour suivre les chefs syndicaux dans leur démarche pour faire lever les piquets de grève. Ces faits sont révélateurs des potentialités de l'ensemble des personnels, syndiqués et non, s'ils avaient pu mieux s'organiser en dehors du carcan institutionnel. Car des grévistes commenceront à s'auto-organiser. Ainsi, le 20 mars, ils réaliseront un premier tract pour essayer de donner la parole à une assemblée qui se tait devant les représentants syndicaux. Le 27 mars, c'est la base qui prendra l'initiative de bloquer les centres de tri. Puis, deux autres tracts seront distribués, dont le ton est de plus en plus dur pour les syndicats. La défiance gagnera même les syndiqués : par exemple, le lundi 3 avril, lors de la réunion des adhérents de la CGT, le protocole qui venait d'être signé par cette organisation n'a été adopté que d'extrême justesse, par 21 voix contre 19 et 10 abstentions...

Quelles étaient les revendications ? Création d'une enveloppe globale de 550 emplois statutaires répartis sur les bureaux en fonction des besoins,

refus de la banalisation du travail du samedi, solidarité avec les précaires. Nous le voyons, ces revendications n'avaient rien d'égoïste, de corporatiste ou de catégoriel. Car ceux qui faisaient grève avait pour acquis, et leur emploi, et leur samedi sur deux. C'était pour les autres, les contrats précaires, les futurs embauchés, que la mobilisation avait lieu.

Ce point est crucial : ces informations, amplement diffusées, auraient probablement mis la population du côté des postiers. Mais le tort de la base a été de croire que les syndicats s'en chargeraient au cours du mouvement, tout comme elle avait crû pouvoir partir en lutte sans avoir au préalable clairement préparé ce plateau de revendication et réfléchi à la manière de le porter. Faisant confiance aux syndicats institutionnels, les grévistes ont adopté de ce fait un fonctionnement qu'ils ne maîtrisaient pas et se sont privés d'une stratégie indépendante des institutions en présence.

2° Les syndicats. Dans la grève, contre les grévistes mais pour La Poste.

Trois syndicats sont dans la grève CGT, SUD et CFDT (FO est contre). À eux trois, ces syndicats ne représentent qu'une minorité des grévistes. Mais leurs dirigeants prennent d'entrée la direction de la grève, pour faire exactement l'inverse de ce qu'il aurait fallu faire pour donner une chance aux grévistes de gagner.

Ainsi, en ce qui concerne les revendications, il faudra attendre le lundi 3 avril pour que l'estimation de 550 emplois statutaires soit lancée publi-

LA GREVE EN DATES :

- Jeudi 9 mars : premier jour de grève.
- Lundi 20 mars : distribution aux grévistes d'un premier tract réalisé par des postiers en dehors des syndicats.
- Lundi 27 mars : après l'AG du matin, 200 grévistes se réunissent à la bourse du travail et décident de faire des piquets de grève devant les CTV et CTC.
- Mercredi 29 mars : Les syndicats font courir des rumeurs comme quoi les piquets sont déclarés illégaux par le tribunal.
- Jeudi 30 mars : proposition par le "médiateur" du protocole d'accord. Distribution du tract "La vérité" dénonçant les pratiques des syndicats institutionnels.
- Vendredi 31 mars : On apprend que Vial, directeur général de la Poste, a donné un coup de fil aux fédérations syndicales. Mais, pour leur dire quoi ?
- Lundi 3 avril : dans la soirée, signature du protocole d'accord par les syndicats. Derniers piquets de grève. Le matin même, un tract, dénonçant la trahison, les mensonges et les magouilles des syndicats, avait été distribué.
- Mardi 4 avril : une AG de "grévistes" (dont certains ont fait au maximum un jour de grève !) décide d'avaliser le protocole d'accord par 317 voix contre 170, sur un total estimé de 1 300 grévistes.
- Mercredi 5 avril : grève dans le bureau de poste de Bagatelle.
- Lundi 17 avril : les postiers de Nice-Thiers brûlent publiquement le protocole d'accord signé par les syndicats. Ce protocole, comme celui de la Haute-Garonne, prévoit la distribution le samedi des prospectus, catalogues et autres courriers publicitaires.

quement par la CGT. Jusque là, quand la CGT s'adresse à la population (par exemple dans son tract du 14 mars) elle ne donne aucun chiffre. Or, c'était une des informations qui pouvaient populariser la lutte auprès des toulousains. Quant à "l'action", la première semaine apparente le mouvement des postiers à un chahut de lycéens, tout cela sous prétexte, disent les syndicats, qu'il faut qu'on parle de nous". On promène donc les gens de Conseil Général en visite à Jospin. Puis, devant les tentatives d'autoorganisation et les actions plus efficaces des grévistes, les syndicats agissent en coupe-feu. Cela se verra très clairement lorsqu'ils mettront tout en œuvre, y compris le mensonge, pour faire lever les piquets de grève en disant "Trois copains, contraints de révéler leur identité, sont retenus en otage par le Tribunal. Ils risquent de graves problèmes sur le plan pénal si vous ne levez pas immédiatement les piquets." (Jeudi 30 mars, propos d'un syndicaliste SUD, cité dans un tract signé Organisation autonome des grévistes). A ce stade, il faut bien voir qu'un fossé se creuse entre la base syndiquée et ses dirigeants. Les syndiqués sont constamment repris en main dans des réunions internes par leurs dirigeants qui obéissent, dans les faits, à une logique anti-grévistes. Les syndicats montreront clairement à partir de la semaine du 27 mars qu'ils sont pour la direction de La Poste et contre les grévistes. En effet, pendant toute la durée de la procédure en référé intenté par des entreprises contre la direction de la Poste (et pas du tout contre les grévistes), ils mobiliseront des grévistes pour soutenir cette dernière qui passe devant le tribunal. Le 31 mars, dans un tract, SUD se félicite que la direction de La Poste ait échappé aux foudres de la justice grâce à sa défense par les organisations syndicales. Un tract de la CGT va dans le même sens. Tous feignent d'ignorer que cette procédure aurait pu, au contraire, être utilisée



comme un formidable moyen de pression pour faire accepter à la direction les revendications des grévistes !

Les syndicats ont agi comme si les intérêts de la direction et ceux des grévistes étaient liés. Visiblement, ce sont les intérêts des appareils syndicaux et de la direction qui sont communs. Nous verrons que SUD et CGT perdront à ce jeu de nombreux militants de base, dégoûtés depuis le 4 avril. Mais cela les gêne-t-il vraiment ? Pour y répondre, il faut révéler la stratégie de La Poste par rapport à ces syndicats.

3° La Poste : Une stratégie d'intégration syndicale au service de la rentabilité.

Quelques chiffres pour la France : chiffre d'affaires pour 1999 : 100,46 milliards de Francs (+ 7,6% de mieux qu'en 1998), bénéfices pour 1999 : 3,9 milliards de Francs (+ 55% de mieux qu'en 1998).

La Poste, qui fait de plus en plus de bénéfices et prépare son entrée en bourse pour 2003, a mis en place une politique étroite de collaboration avec les syndicats.

Deux exemples :

- Les heures d'ASA (Absences Spéciales Autorisées), sont octroyées en proportion des résultats aux élections professionnelles. Elles permettent aux cadres syndicaux de ne pas se rendre à leur travail. Plus la position hiérarchique est élevée dans le syndicat, plus elle permet de bénéficier d'heures d'absences autorisées. Ces heures sont payées par La Poste

comme des heures travaillées. Mais ce n'est pas tout

- Les EDA permettent aux cadres syndicaux, qui ne se rendent plus à leur travail du fait des ASA, de bénéficier quand même des promotions internes à La Poste. Ce qui établit un parallèle entre la position hiérarchique dans le syndicat et dans l'entreprise. En gros, plus la fonction syndicale est élevée, plus l'indice de l'heure payée par la Poste augmente. Car si la Poste a vu une nette progression de ses résultats financiers et de sa rentabilité, il s'agit maintenant pour elle de continuer son expansion. Le marché le plus porteur est celui des mailings (c'est-à-dire des publicités) que les entreprises envoient aux particuliers. Cela explique l'acharnement de la direction à faire du samedi (et pourquoi pas du dimanche, tant qu'on y est ?) une journée comme les autres pour permettre à la publicité-papier d'envahir encore plus nos boîtes à lettres. Dans ce contexte, on comprend l'intérêt d'acheter les syndicats, car l'extension du temps de travail et de disponibilité doit se faire rapidement, concurrence européenne à prévoir oblige, et donc sans trop de contestation.

C'est pourquoi les syndicats, tout en gardant une façade contestatrice (si tant est que la distribution de merguez sur un air de Zebda en soit une) défendent avant tout dans les luttes une stratégie d'entreprise flagrante. Ils ne mettent pas beaucoup d'énergie à dénoncer les pratiques de La Poste qui, comme cela s'est vu lors du récent conflit à Versailles, favorise la distribution des catalogues style "La Redoute" au détriment des courriers destinés aux particuliers. C'est ce même choix que l'on a retrouvé à Toulouse, puisque "En attendant la reprise du travail, La Poste traite en priorité le courrier rapide" (La Dépêche 14/03/00) mais quinze jours après "Les 2400 Fr envoyés le 08 mars ne sont toujours pas arrivés à leurs destinataires", c'est-à-dire

aux chômeurs (La Dépêche 24/03/00). Choisir de faire passer le courrier des entreprises mais pas les revenus des chômeurs, n'est pas un hasard : lors des conflits, la stratégie de la Poste est de créer une division Usagers contre Grévistes en manœuvrant l'opinion publique avec l'aide des médias. En langage marketing, il s'agit de construire un "déficit d'image" des grévistes, pour négativer leur action. Pour les syndicats, dont on a vu que les cadres sont également des cadres de l'entreprise, il s'agit de favoriser cette stratégie de la Poste visant à donner au conflit un ton "impopulaire"... Que les médias propagent de bon cœur. Voilà pourquoi les syndicats ne font pas un travail d'explication envers les usagers les plus modestes, concernés et touchés par le conflit, pour retourner les arguments de la direction de la Poste, responsable en fait de la situation.

4° Les médias : un style qui travaille le déficit d'image des grévistes

Au début, les médias vont donner au conflit un aspect à la limite du dérisoire. La Dépêche soulignera l'absence de gêne des usagers du fait de la grève, car, explique-t-elle, le recours aux technologies high tech rend inoffensif le mouvement. "La grève de La Poste ne gêne guère les entreprises. Les coursiers n'enregistrent pas un surcroît de trafic. L'électronique et l'informatique sont passées par là." (15 mars). Mais, à peine quelques jours plus tard, patatra : "La grève des postiers met en difficulté les entreprises artisanales" titre ce même journal le 24 du même mois. Faudrait savoir !

En fait, ce n'est que lorsque les postiers se décident à passer à des actions plus dures que les titres se font plus dramatiques : "La Poste est condamnée à distribuer le courrier... Sans piquets de grève" est le sous-titre de La Dépêche du 31 mars. S'y ajoutent des insinuations : "Les syndicalistes savent qu'il va leur falloir sortir de ce conflit terriblement

impopulaire" affirme ce même article. Quels "syndicalistes" et comment "savent-ils" ? Ne s'agit-il pas plutôt de conquérir l'opinion contre les postiers ? Même évolution au niveau de l'information nationale. Le premier article du Monde (28 mars) trouve que le 27 au matin "l'ambiance est plutôt rigolarde". C'est toujours l'image saucisse-merguez du postier qui domine, grâce aux syndicats qui en rajoutent. Mais, à partir du moment où 200 postiers décident, contre l'avis des syndicats, de faire des piquets devant les centres de tri, les articles du Monde changent de ton : on n'est plus dans la rigolade, on est dans la privation : "Ce conflit, qui depuis plus d'un mois prive de courrier...", il n'est plus question d'ambiance.

Quant aux revendications, le public doit attendre quelques semaines pour les deviner. Il est clair que la presse n'est pas pressée de savoir. Toujours dans l'article du Monde du 28 mars, on interroge certes des postiers syndiqués, mais c'est pour savoir ce qu'ils pensent du ... remaniement ministériel. Pas pour leur faire évoquer les motifs de leur lutte, non, l'essentiel pour la presse est de leur faire commenter l'actualité parisienne. Rien d'étonnant donc quant à la fantasia de chiffres donnés par le Monde, "journal de référence" SVP : il est question de 250 à 300 emplois dans l'édition du 28 mars, 200 emplois dans celle du 1^{er} avril (!), 500 emplois le 4 avril... Et dans la Dépêche, il faut attendre le 14 mars pour apprendre qu'un syndicaliste demande 400 emplois dans un petit paragraphe intitulé... 170 emplois. Allez comprendre.

On le voit, les médias sont partie prenante de la stratégie choisie par la Poste et suivie par les syndicats. Ils adoptent exactement la même démarche. D'abord décrire les postiers pour des rigolos, confus, quasi-inutiles, qui ne savent pas trop ce qu'ils veulent, puis, quand il est temps de les casser les faire passer

auprès du public pour des emmerdeurs qui privent tout le monde de courrier. On le voit, n'est pas citoyen qui veut.

5° Conclusion : le nécessaire travail en amont

La principale conclusion que l'on peut tirer de ce conflit est qu'on ne peut mener une lutte syndicale sans une réflexion de fond sur notre société et sans en tirer de conséquences pratiques.

Les entreprises et les patrons ont compris cela, et tout leur travail de lobbying a reposé sur le dénigrement des grévistes vis-à-vis de l'extérieur.

Les syndicats réformistes, intégrés dans l'entreprise, se refusent à faire tout travail d'explication, de popularisation et d'amplification. En interne, ils isolent les luttes. C'est ainsi que divers conflits -parfois très durs- ont éclaté à Cenon, Nice, Versailles, Menton, Limoges, Lyon-ville, Remiremont, La Rochelle, mais aussi dans les Alpes-Maritimes, en Saône-et-Loire, dans le Tarn ... sans aucune liaison, alors que ces syndicats possèdent une structuration nationale. Quant au public, les syndicats laissent un boulevard au patronat pour répandre ses thèses développées par les médias. Cette absence de globalisation, ce renfermement dans la logique de l'entreprise, à laquelle "il ne faut pas nuire", mène les travailleurs dans l'impasse.

Cela permet à la presse de dénoncer des grèves catégorielles, corporatistes, et à l'opinion publique de penser que ceux qui luttent sont des privilégiés. Alors que d'évidence, ce sont ceux qui les dirigent qui tirent le plus de profits de la situation et qui comptent en tirer plus encore.

L'anarcho-syndicalisme reconnaît dans chaque conflit opposant les salariés à leur direction un caractère de lutte de classes. Face à la solidarité entre les institutions dominantes, il en appelle à la solidarité de classe. Par conséquent, depuis toujours, nous avons considéré comme fondamentale la solidarité des différentes catégories de travailleurs et nous voyons dans la

construction de cette solidarité les fondements d'une société libre et juste.

Pour réussir, les postiers avaient besoin de la solidarité des usagers. Pour reprendre la lutte, ils doivent réfléchir leur action dans ce sens. Même si cela doit passer par donner à la Poste la "mauvaise image" qu'elle mérite. La communauté d'intérêts entre les appareils syndicaux et l'entreprise explique pourquoi ils ne pouvaient compter sur ces appareils syndicaux pour faire ce travail de dénonciation. C'est pourquoi nous avons choisi de développer notre propre organisation syndicale sur des bases qui s'opposent à l'intégration du syndicalisme dans l'entreprise (comme la participation aux élections professionnelles, les permanents, ...).

Cette ligne stratégique de construction d'un rapport de force indépendant des institutions qui est valable pour nous est valable dans n'importe quelle lutte, avec ou sans la CNT.

Les grévistes de la Poste, syndiqués ou non, auraient dû développer beaucoup plus leur propre rapport de force et leurs propres moyens de propagande, sans perdre du temps à suivre les dirigeants syndicaux, en se préoccupant d'abord de tous ceux qui auraient pu les soutenir véritablement, c'est à dire la population, et donc en réfléchissant à comment toucher cette population (par exemple, en diffusant largement et précisément leurs revendications, en dénonçant la stratégie de la direction qui privilégiait certains courriers et en négligeait certains autres, en faisant appel à la solidarité...). Leur mouvement aurait pris ainsi une toute autre dimension.

Mais ce n'est peut-être que partie remise, car au bout du compte, ce conflit, qui était parti pour durer, (comme le conflit qui avait touché la Recette Principale en 1993 et qui avait duré 5 mois), s'est terminé assez rapidement, sans entamer de trop le potentiel de combativité de la base. Il a permis de créer des liens et donné l'envie de tirer les bilans.

Mensonges, magouilles et trahisons syndicales en trois actes.

Prologue : Nos trois atouts maîtres pour gagner ce conflit : le pourcentage acceptable de grévistes, le blocage des CTC et CTV paralysant le courrier gros usagers cedex et entreprises, les plaintes déposées par les patrons contraignant La Poste à leur verser d'énormes sommes d'argent.

Premier acte : Mensonges. Pour faire lever le piquet de grève au CTV, les syndicats n'ont pas hésité à mentir délibérément aux grévistes. Dixit les dirigeants syndicaux : "Trois copains, contrainants de révéler leur identité, sont retenus en otage par le Tribunal de Grande Instance. Ils risquent de graves problèmes sur le plan pénal si vous ne levez pas immédiatement le piquet". Pourquoi n'avoir pas dit la vérité ? Le début des négociations était conditionné par la levée du piquet. La levée des barrages au CTC et CTV a permis la sortie immédiate des cedex nous faisant ainsi perdre notre premier atout.

Deuxième acte : Magouilles. Sur un tract distribué le 31 mars, il est reconnu que "... Certes la défense de la Poste par les organisations syndicales a permis à celle-ci d'échapper aux foudres patronales en payant 55000 francs par jour et par plaignant (plus de 100). Mais la solution passe dorénavant par le médiateur". Les syndicats reconnaissent avoir sauvé La Poste de la vindicte patronale, nous faisant du coup perdre un second atout, et nous entraînant dans une négociation sans aucun moyen de pression.

Troisième acte : Trahison. Sur le premier protocole d'accord tenu "top secret" par les syndicats à la sortie du tribunal le jeudi 30 mars, il est précisé que : "Le samedi sur deux sera maintenu pour les agents qui en bénéficiaient avant l'accord" ce qui en interdit l'accès à ceux qui n'en bénéficient pas actuellement et condamne, à brève échéance, le maintien du dit samedi sur deux. Intolérable, inadmissible, inacceptable ! Nous l'avons tous rejeté en AG. Ce qu'il faut savoir, c'est que cette proposition n'est pas du fait de La Poste mais qu'elle a été avancée par les organisations syndicales !

(Extrait d'un tract, signé
Organisation Autonome des Grévistes,
3 avril 2000).

*Balkans,
année zéro*

Il y a un an, l'OTAN bombardait les usines Belgradoises ainsi que les colonnes de réfugiés Kosovars, pour rétablir "l'Ordre et la Démocratie". Un an après, le dictateur Milosevic est toujours au pouvoir et l'UCK a installé son système mafieux au Kosovo. Mais qui s'en soucie ?

La CNT-AIT a noué des liens avec des pacifistes et libertaires des Balkans, en traduisant et relayant la feuille d'information Zaginflatch. Ces contacts, bien que ténus, sont vitaux pour nos compagnons Serbes qui sont isolés et subissent la répression de l'Etat Yougoslave après avoir subi les bombes occidentales. Avec le retour à un certain calme, les relations entre anarchistes de l'ex-Yougoslavie peuvent reprendre petit à petit. Une rencontre, qui devrait réunir des membres de toutes les républiques, aura lieu fin mai en Bosnie pour échanger les points de vue et reconstruire des liens par-dessus les frontières.

Les compagnons ont besoin de tout notre soutien pour mener à bien leur projet. Ils font appel à la section française de l'AIT, à ses membres et sympathisants, pour qu'ils les aident, comme ils ont su le faire pendant la guerre. Pour que l'Internationalisme ne reste pas un mot, vous pouvez adresser votre solidarité à : CNT AIT, 7 rue St Rémy, 31000 TOULOUSE (chèques à l'ordre de CNT, mention Solidarité Yougo au dos).

*Inde : Milices
patronales
contre
presse
ouvrière*

F.M.S. (Faridabad Majdoor Samachar) est un mensuel hindi. Démarré sous forme d'un deux pages tiré à 1 000 exemplaires, nous le sor-

tons maintenant à 5 000 exemplaires chaque mois. Il est gratuit et nous le distribuons en nous postant le long des chaussées pendant les heures de pointe et les heures de changement d'équipes dans les usines. Nous donnons ce journal aux travailleurs qui le demandent et cela nous prend dix jours chaque mois pour en distribuer les 5 000 exemplaires. La plupart sont pris par des travailleurs de l'industrie, exploités dans les milliers d'usines de Faridabad et dans les zones industrielles adjacentes de Delhi. Notre journal circule aussi parmi des employés de bureaux de ces villes. Enfin nous en envoyons 3 000 numéros en différents endroits du pays.

Les écrits des travailleurs salariés de diverses usines, bureaux ou centres de recherches relatant leurs sentiments et leurs idées constituent le cœur de notre journal. Il y a aussi une rubrique qui traite des "Questions pour les alternatives". À Faridabad, plus de la moitié des 400.000 ouvriers d'usines sont des précaires. Le salaire minimum légal est actuellement de 1 852 roupies (approximativement 250 francs). Mais la moitié des salariés ne sont même pas payés ! Même les travailleurs permanents ne reçoivent pas leur salaire pendant deux, trois, quatre voire six mois. Les ouvriers des centaines d'usines qui ont été fermées n'ont toujours pas reçu leurs indemnités de licenciement après cinq, dix ou quinze ans ! Les milices patronales n'hésitent pas à frapper les ouvriers et les syndicats, quelle que soit leur tendance, agissent comme des auxiliaires du patronat.

Chaque numéro de Faridabad Majdoor Samachar véhicule l'expression de travailleurs de plus d'une cinquantaine d'usines. Aujourd'hui, le journal se centre sur l'importance de l'auto-organisation des travailleurs pour résister et transformer le présent.

L'an dernier, les milices

patronales nous ont attaqués alors que nous distribuions le numéro d'avril. Puis nous avons été publiquement menacés en mai. Nous avons été de nouveau attaqués le 14 janvier 2000. Nous vous demandons de faire circuler cette information parmi les salariés de votre pays et aussi d'envoyer des lettres de protestation au Premier ministre d'Inde, via l'ambassade de votre pays de résidence".

ENVOYEZ VOS PROTESTATIONS

À : AMBASSADE DE L'INDE

15 rue A. Dehondecq, 75016 PARIS,

téléphone 01 40 50 70 70,

fax 01 42 30 74 70.

(Pensez à envoyer une copie au Combat Syndicaliste, qui transmettra au Faridabad Majdoor Samachar).

*Portugal :
La section de
l'AIT continue son
développement.*

La section portugaise, qui a rejoint l'AIT au Congrès de Madrid en 1996, avec 7 autres groupes anarcho-syndicalistes du monde entier, continue son développement. Deux nouveaux groupes locaux ont été créés dans les mois derniers.

Anarcho-syndicalistes, dans la tradition de la CGT Portugaise, détruite par la dictature fasciste de Salazar, nos compagnons portugais rencontrent de grandes difficultés pour déclarer leurs syndicats, ce qui n'a rien d'étonnant : la loi syndicale portugaise est héritée de la dictature salazariste. C'est pourquoi ils ont créé des Associations Inter-corporatives, se dotant ainsi de moyens pour intervenir socialement.

Outre un travail militant local, la section portugaise participe activement à la solidarité avec Mummia Abu Jamal, le journaliste des Black Panthers condamné à mort aux USA, et mène campagne avec la FAI, La Cruz Negra et le groupe anarchiste Dinamo.



Le numéro précédent du Combat Syndicaliste, a signalé la suppression programmée de 5 postes d'instituteurs au Mirail. Ces 5 postes seraient redistribués sur la Haute-Garonne du fait de la nouvelle carte scolaire.

Or, le manque d'instituteurs est énorme dans les écoles primaires et maternelles du Mirail. Par exemple, il manque des instituteurs pour enseigner l'Anglais en primaire, pourtant ceci est obligatoire depuis 1998.

Un autre exemple : depuis un an et demi, les enfants de 2 ans peuvent être scolarisés, mais, si les classes ont plus de 15 élèves de cet âge, les instituteurs peuvent être débordés.

Le manque d'instituteurs pénalise particulièrement les élèves en grande difficulté. Ainsi, pour le RASED (équipes constituées d'un instituteur-psychologue et deux instituteurs rééducateurs spécialisés), il est prévu une équipe d'aide pour un quota de 1200 élèves (selon la norme imposée par le ministère). Selon les instituteurs, une équipe RASED devrait s'occuper de 400 élèves pour vraiment aider les élèves en grande difficulté. Dans une des écoles primaires du Mirail, 19 élèves en grande difficulté n'ont pas d'aide appropriée !

De plus, il faut signaler que l'Administration utilise souvent des moyens détournés pour supprimer des postes. Une école du Mirail a eu un poste d'instituteur supprimé. Une classe fut par conséquent fermée. Alors, cette école n'ayant plus que sept classes, elle changea de catégorie administrative : le jour réservé aux tâches administratives fut rem-

placé par une demi-journée. Par conséquent, le poste d'instituteur remplaçant le directeur fut supprimé. Finalement, ce furent deux postes d'instituteurs supprimés !

Au moment où l'administration supprime des postes d'instituteurs, il faudrait 1 000 postes supplémentaires en Haute-Garonne, l'objectif étant de 25 élèves maximum par classe pour les instituteurs. Pour finir, signalons la précarité des aides-éducateurs en primaire et maternelle. Seulement 30 % de ces emplois jeunes ont eu une formation, ce qui est illégal.

Un habitant de Reynerie.

Comment les banques taxent les R.M.Istes.

R.M.Iste, je ne dispose que de 2 200 francs par mois. Le compte en banque sur lequel celui-ci m'est versé n'est jamais supérieur à cette somme, laquelle est retirée aussitôt dans sa totalité par moi-même afin de subvenir à des achats de subsistance.

Au dernier versement (et bien que n'ayant demandé aucune avance), je constate que le RMI a baissé de 150 francs. Deux jours avant l'allocation, le relevé du compte indique une indexation négative égale à cette même somme.

Explication : la banque, deux jours avant que ne soit versé l'allocation RMI a, de son propre mouvement, retiré cette somme de 150 francs pour des frais de gestion (exactement : "frais de commission de gestion des comptes"). Si l'on pousse la curiosité un peu plus loin, on peut aussi apprendre que ces frais ne s'appliquent qu'aux comptes les plus bas.

Ainsi, quand on ne peut faire "travailler" l'argent -comme c'est le cas pour des sommes plus importantes et moins fugaces- la banque ne déroge pas pour autant à une "bonne gestion", comme si, pour celle-ci, une dépense sans reste était un péril.

Un RMIste.

UN AUTRE FUTUR

Diffusé à 5 000 exemplaires sur Reynerie et Bellefontaine, partiellement bilingue comme les précédents, le dernier "Un autre futur", expression des habitants de la CNT-AIT du quartier, apporte son soutien aux facteurs, proteste contre les fermetures de classe, informe sur la CMU et témoigne des réalités du quartier.

UN AUTRE FUTUR
Reynerie - Bellefontaine
 Otro futuro - آليا استونتكو - Otro futuro - آليا
 في حيت ١٩٩٤ مة حارة شباب من كل مستوى مدرسي، وشم كل الشهداء لشم كل الصعوبات لو جاد عمل، عة ة اء ة تبرهن على ة لة:
 - جة دي، لي حامل شهادة اءا لفرانكا (٢٠٠٠ عة) بيحك من عمل صدة ٣ سنين
 - فر كاتة اءا لفرانكا لة نولف، لكن جنيتي ليستة فرميتة! وجر عة ة و حارورة ليلو!
 باللائمة نة كمة من صدة اءة علة طوب لة و ك صاه لعا.
 كل ة شدة ب الحية بيا نوت من القدير
 مةما كاتة لوزة بفرمتهم وجمما كاتة شعا ما نسم، نعا الفقول على مشا كل، كل القدير، ك وكسروا اءا مشاه ة ١٩ اءو لوزة نسم من القدير و المشا ن صا دقة: كل ممتدين لخدم الحدم مالكم م ل ة لة الحية
 Malheureusement, une liste d'exemple serait sans fin ! Tous les jeunes de Mirail sont victimes de discriminations, quelle que soit leur couleur de peau, même "blancs" ont fait l'école". Alors imaginez toutes les difficultés pour ceux, sans diplôme ! Les administrations font aussi de la discrimination. Les autorités sont hypocrites : le bazarin sert à cacher la réalité.

FORUM LIBERTAIRE

Réalisé par la CNT-AIT de Montauban, il est destiné à tous ceux qui travaillent dans les milieux du social, de l'éducation, de la santé. Au sommaire : "la finalité du travailleur social disparaître", "Démocratie", "Allons-y Allègrement", un texte qui garde toute son actualité malgré le changement de locataire de la rue de Grenelle.

FORUM libertaire
 Social - éducation - santé
 n°3
 Pour tout contact : CNT-AIT, Rue Saint-Pierre, 31 000 Toulouse.
 Supplément à la revue du C.S.E.S.
 La finalité du travailleur social disparaît

L'EMPLOI DANS LE SPECTACLE

Cette brochure regroupe des textes publiés depuis 1996 par le syndicat des travailleurs du spectacle CNT-AIT (Marseille). 40 pages, 10 francs, à commander au journal.

Manifestation annuelle tournante, le Festival Kulturel Artistique Esperanto (K.A.F.E. dans la Langue internationale) aura lieu cette année à Toulouse sur le site de La Mounède. Au programme :

- Chaque matin, ateliers : yoga, danse, chorale...
- à 15 h tous les jours : forum des artistes, forum littéraire, animations diverses.
- Mercredi 5 juillet, à 20 h, concert : La Kompanoj, JoMo tout seul et Solotronik.
- Jeudi 6, à 18 h théâtre : Jerzy Fornal (Pologne); à 20 h : Jak Le Puil en concert.
- Vendredi 7, à 18 h : Jomart & Natashua (Russie) en concert; à 20 h : Dolxamar (Finlande), JoMo & Libertarios, Persone.
- Samedi 8, à 18 h, concert : Emily Barlaston (Pays-Bas); à 20 h, concert avec Uejo Duchesnes Racontas..., Jacques Yvart (France) et Kajto (Pays-bas).
- Dimanche 9 juillet, à 18 h, Kaj Tiel Plu concert choral par les participants au stage; à 20 h, concert avec Kim (Danemark), Vigla Muziko (Congo), Afriko (sous réserve), Les Footeuses de Oai.

KAFE c/o EKC, rue Jean Aillet, 31000, Toulouse. Tel : 05 61 81 95 65, kafe@esperanto.org

Mix'art, Myrys, faut qu'ça dur !...

Myrys, qui sont-ils ? Un collectif d'artistes confirmés et/ou non, de toutes disciplines, de tous horizons, en mouvement constant au gré des projets concrétisés. Ils investissent les usines Myrys en 1995 et se montent en association en 1997. Le

projet ? Un espace de rencontre, d'échange, de confrontation. La rencontre est générée par la cohabitation et le décloisonnement des ateliers de création pluridisciplinaires (individuels et collectifs), par la diffusion des travaux qui y sont réalisés, par des échanges à tous niveaux.

Aujourd'hui, Myrys n'occupe plus l'ex-usine. La nouvelle occupation est illégale et légitime. L'emménagement, festif, est fait pour durer.

Myrys loge actuellement 6 avenue du Château d'Eau, Toulouse.

Squat'toujours

Neuf groupes alternatifs (Hard core, anarchopunk...) qui viennent de sortir une compilation en esperanto se la donneront en concert dimanche 30 avril à partir de 15 heures, squatt, 14 rue Negreneys à Toulouse. Qu'on se le dise !

LE BILLET DE GEORGES EST-CE QUE J'AI UNE GUEULE DE CARENCE ?

Ceux qui gèrent les Assedics ne se compliquent pas la vie. Mais ils se gênent pas pour compliquer la nôtre, avec leur histoire des huit jours de carence : on ne touche rien pour les huit premiers jours d'inscription aux Assedics. Quand on n'a encaissé que de faibles revenus tous les mois qui ont précédé le chômage, ces huit jours de carence, c'est comme être condamné à passer une semaine sans bouffer ! Pendant ce temps, les patrons et les syndicats qui gèrent les Assedics se gavent de petits fours dans les réceptions. Tout pour leur gueule.

Georges.

1er MAI, AU MIRAIL RASSEMBLEMENT

(Voir au verso). La Place Tel Aviv se trouve sur la dalle de Bellefontaine (au dessus de l'ANPE, derrière les boutiques).

Attention, il n'y a ni bus ni metro le 1er mai. Si vous voulez venir et si vous avez des problèmes de transport : 05 61 52 86 48.

4 mai, Blagnac : Grève

Grève des municipaus, à 14 h 30 : rassemblement place de l'église

Vendredi 5 mai, Toulouse:

Les 35 h & la grève des postiers : bilan, analyses, perspectives.

Débat à bâtons rompus, 7 rue St Rémesy, à 20 h 30.

Samedi 13 mai :

Aurillac Manifestation

Contre les déchets nucléaires

Dimanche 14 mai :

Pique-nique anti-déchets

Pour réfléchir à une dynamique libertaire contre l'enfouissement des déchets et le nucléaire, la CNT-AIT du Quercy-Rouergue organisera un pique-nique. Le lieu n'est pas encore déterminé (se renseigner auprès des militants).

Vendredi 2 juin, Toulouse :

Le Combat Syndicaliste

Vous lisez le C.S., vous voulez en discuter ? Vous êtes cordialement invité au débat à bâtons rompus pour aborder tout point concernant la presse anarcho-syndicaliste. (20h30, 7 rue St Rémesy).

Sam. 10 juin, Montauban :

Débat public

À 14 h 30, à la Maison du Peuple, débat CNT-AIT.

CAMPING D'ÉTÉ :

L'union régionale Midi-Pyrénées organisera son camping annuel du 30 juillet au 6 août dans le Tarn. Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec l'union régionale ou les syndicats de la région.

Je m'abonne au Combat syndicaliste - lettre du CDES

Nom :

Prénom :

Adresse :

Si joint un chèque de 50 francs, 100 francs ou plus

à l'ordre de CDES 3 087 21 H Toulouse.

Retournez ce bon à Combat Syndicaliste, 7 rue St Rémesy, 31000 Toulouse.

O PRIMEIRO DE MAIO

No mundo inteiro, para os trabalhadores, os desempregados, os precarizados e todos os esplotados o Primeiro de Maio é um dia de solidariedade e de luta. Hoje em dia, o aumento do desemprego é do racismo, a opressão crescente de que são vítimas os jovens e as mulheres... tudo isto implica mais do que nunca a organização de todos aqueles que querem transformar este mundo autoritário e injusto. Na C.N.T.-A.I.T., pensamos que toda e qualquer pessoa deve poder participar directa e realmente nas tomadas de decisão de todos os assuntos que lhes dizem respeito. E por isso que a C.N.T.-A.I.T. não se apresenta em nenhuma eleição e que age em favor da unidade na base. Não nos deixemos dividir pelos partidos políticos, as religiões, as nacionalidades. Venham discutir connosco o Primeiro de Maio, das 10 h 30 as 12 h 30, place Tel Aviv (bairro Bellefontaine).

في كل العالم، فاتح ماي يوم التضامن و النضال للعمال، العطل، الزائلين و كل المستغلين.

ان تصاعد البطالة و العنصرية، ان تصاعد الطغیان خاصة اتجاه الشباب و النساء... تجعل ضروريا تجمع و تنظيم كل الراغبين تغيير هذا العالم التسلطي و الظالم.

في C.N.T. (الاتحاد الوطني العمال) لكل شخص الحرية و الامكانية ان يشارك مباشرة و حقيقيا في اخذ القرارات التي تهمة.

لكل هذه الاسباب C.N.T. لا تتقدم لأي انتخاب و تسمى للوحدة في القاعدة.

حداري ترك الاحزاب السياسية أو الديانات أو الجنسيات التفریق ما بيننا و تضعيفنا.

تعالوا لنتناقش معا حول كل هذه الأمور يوم فاتح ماي 2000 ما بين

10h30 - 12h30 صباحا في ساحة Bellefontaine

Primero de mayo

En el mundo entero es el primero de Mayo un día de solidaridad y lucha para todos los trabajadores, los parados, los que no tienen trabajo fijo así como todos los esplotados. Hoy en día, el asenso de la precaridad y del racismo, la opresion cada día mayor cuyas víctimas son los jóvenes y las mujeres... todo esto hace mas necesario que nunca la organización de todos los que quieren cambiar a este mundo autoritario e injusto. En C.N.T.-A.I.T., pensamos que cada ser humano ha de poder participar directa y realmente en todas las tomas de decisiones que le interesan. Estas son unas de las razones por las cuales la C.N.T.-A.I.T. no se presenta en ninguna elección y actua para que se realice la unidad en la base.

No nos dejemos dividir por partidos políticos, religiones, nacionalidades. Venid discutir con nosotros el primero de mayo, de diez y media a doce y media, plaza Tel Aviv (barrio bellefontaine).

PREMIER MAI

Partout dans le monde, le Premier Mai est une journée de solidarité et de lutte pour les travailleurs, les chômeurs, les précaires et tous les exploités. Aujourd'hui, la montée du chômage et du racisme, l'oppression croissante dont sont victimes les jeunes et les femmes... tout ceci rend plus que jamais nécessaire l'organisation de tous ceux qui veulent changer ce monde autoritaire et injuste. A la C.N.T.-A.I.T., nous pensons que toute personne doit pouvoir participer directement et réellement aux prises de décisions pour toutes les affaires qui la concernent. C'est pourquoi, la C.N.T.-A.I.T. ne se présente pas à aucune élection et agit pour l'unité à la base.

Ne nous laissons pas diviser par les partis politiques, les religions, les nationalités.

Venez en discuter avec nous le

**1er Mai, de 10 h 30 à 12 h 30,
Place Tel Aviv, sur la dalle de Bellefontaine.**